



Conseil Économique
et Social

Distr.
GÉNÉRALE

CES/2000/19
22 mars 2000

FRANÇAIS
Original : RUSSIE

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Quarante-huitième réunion plénière
(Paris, 13-15 juin 2000)

Thème 3

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DES STATISTIQUES DANS LES PAYS EN TRANSITION

Rapport spécial présenté par le Comité d'État pour la statistique (Goskomstat)
de la Fédération de Russie¹

1. Depuis le début des réformes liées à l'abandon de méthodes de gestion administratives par injonctions au profit de relations de marché, **les objectifs de l'activité statistique ont évolué**. Avant les réformes, la statistique visait à garantir autant que possible la fourniture des informations requises aux organes de l'État. Elle avait essentiellement pour fonction de contribuer au contrôle de l'application des normes fixées pour l'activité économique et le développement social. À l'heure actuelle, la statistique constitue un élément primordial de l'infrastructure de l'information dans la société, servant à répondre aux besoins d'information de tous les utilisateurs, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des acteurs des nouvelles relations de marché (chefs d'entreprise, milieux scientifiques, médias, grand public, etc.).

¹ Établi par V.L. Sokoline, Président du Goskomstat.

2. À cet égard, **le rôle de la statistique s'est étoffé** pendant la période des réformes. Si, dans un système économique centralisé, elle restait sous la tutelle des organes de planification, elle est à présent devenue un des principaux maillons du processus d'élaboration des orientations stratégiques du développement du pays et de l'évaluation des fruits de ce développement sur la base d'indicateurs macroéconomiques.

3. **Le principe de la transparence des statistiques** devient une réalité. En Russie, par exemple, un éventail très restreint de données pouvait, il y a seulement une dizaine d'années, faire l'objet de publications à diffusion générale. Aujourd'hui, la quasi-totalité de l'information produite par les services de statistique de l'État est communiquée à toutes sortes d'utilisateurs. Le principe de l'ouverture de la statistique en période de transition comporte un autre aspect important, celui de la transparence des méthodes. Dans bon nombre de secteurs clefs, les travaux statistiques des pays en transition se sont inspirés dans une large mesure de l'expérience des pays à économie de marché. Une coopération s'est ainsi instaurée sur la base d'une pleine transparence de l'activité des statisticiens dans les pays ayant opté pour la mise en place d'un nouveau système économique, ce qui a permis d'obtenir rapidement de nombreux résultats. L'établissement d'un système de comptabilité nationale en Russie a, par exemple, grandement contribué à une collaboration fructueuse avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

4. **Dans une économie en transition, la confiance que les données statistiques inspirent aux utilisateurs est fonction de la qualité de celles-ci, ce qui suppose la prise en considération de certaines exigences en matière de collecte des données. Dans le cadre de la réforme de la statistique, il a fallu en particulier modifier la façon de travailler avec les répondants et instaurer des relations de partenariat fondées sur l'égalité des droits.**

La libéralisation des relations sociales et économiques suppose un degré accru d'indépendance du répondant à l'égard de l'obligation de collaborer avec les services statistiques d'État en ce qui concerne les renseignements à fournir aux fins de l'observation statistique. En même temps, les changements apportés au mécanisme de prise de décisions (autrement dit l'abandon d'une planification et d'une administration rigides du système économique) rendent d'autant plus nécessaire la fourniture d'informations statistiques objectives et de qualité par tous les acteurs du marché, notamment les pouvoirs publics, les producteurs et les distributeurs. À cet égard, la fonction de la statistique officielle consistant à expliciter les méthodes statistiques en vigueur et les résultats des observations et des mesures statistiques revêt une importance accrue et il devient indispensable d'inciter les personnes et organismes interrogés à collaborer.

En Russie, conformément aux principes fondamentaux des statistiques officielles adoptés par la Commission de statistique de l'ONU en 1994, des dispositions particulières ont par exemple été prises pour garantir la confidentialité des informations statistiques recueillies. Les enregistrements correspondants sont effectués sur les formulaires d'observation statistique du Gouvernement fédéral. Cela permet d'obtenir de la part des entreprises des renseignements plus fiables et plus objectifs. Pour réduire la charge pesant sur les répondants, des méthodes modernes d'observation statistique sont largement employées, notamment l'échantillonnage, la méthode de l'interrogatoire, ainsi que l'utilisation des sources administratives d'information.

5. Dans le contexte d'une économie en transition, **les objectifs, les formes et les méthodes de diffusion des données statistiques ont beaucoup évolué. L'éventail des utilisateurs de l'information statistique s'est également élargi.** En appliquant une politique de diffusion des données visant à répondre aux besoins des utilisateurs, il importe de bien comprendre les différences qualitatives existant entre eux et de tenir compte de toutes les catégories d'utilisateurs. Pour élaborer une telle politique, il semble utile de faire une distinction entre les principaux groupes d'utilisateurs ci-après :

- organes de l'État à tous les échelons;
- organisations commerciales ;
- établissements d'enseignement et de recherche;
- organisations non commerciales;
- médias;
- citoyens;
- organisations internationales;
- organisations nationales étrangères.

Avant les réformes, le cercle des utilisateurs était relativement restreint : il comprenait les organes directeurs de l'État, les organismes scientifiques et les moyens d'information, par l'intermédiaire desquels les principales réalisations de l'économie nationale étaient portées avec circonspection à la connaissance de la population. L'instauration de relations de marché s'est accompagnée d'un élargissement de la demande d'informations statistiques émanant des divers acteurs du marché. Dans le cadre d'un système administratif planifié, les entreprises et les organisations savaient, conformément aux instructions des organes de l'État, à quel prix, auprès de quelles sources et en quelles quantités se procurer matières premières et matériaux et à qui adresser leur production. Les entreprises n'avaient pas besoin de renseignements sur l'état du marché, la concurrence était quasiment inexistante et il n'y avait pas de problèmes d'offre et de demande. L'apparition de nouveaux organismes financiers indépendants de l'État (banques commerciales, sociétés de placement et d'assurance, etc.) a suscité une demande d'informations correspondant à leurs intérêts (notamment sur la façon d'affecter les ressources financières, les branches d'activités ou les régions à privilégier, etc.). Il leur faut toutes sortes d'informations, d'ordre micro ou macroéconomique. L'élargissement des liens économiques avec des pays étrangers a également accru la demande d'informations sociales et économiques tant de la part des organismes gouvernementaux que des milieux d'affaires.

6. En élaborant une politique uniforme d'information, il faut se rappeler que le **système de diffusion** des données statistiques doit constituer non seulement l'étape finale (l'achèvement) des observations statistiques, mais également un facteur déterminant dans l'organisation desdites observations. **Ce sont les besoins de l'utilisateur qui motivent les observations ou les mesures statistiques.** Le

programme statistique doit être orienté vers la satisfaction des besoins de diverses catégories d'utilisateurs et tirer parti de différents types de ressources financières.

7. Lors du passage à une économie de marché, l'État, représenté par ses organes exécutifs, cesse d'être le principal utilisateur de l'information et la principale source de financement de la statistique. **Ce financement est assuré pour une part croissante par des ressources non budgétaires, y compris la fourniture des services statistiques proprement dits. Le statut de la statistique d'État, en tant que seule source d'information qui rend compte de la vie sociale et économique de la société, a également évolué dans une certaine mesure. Si, en Russie, l'unique concurrence s'exerçant dans le domaine des évaluations quantitatives du développement du pays émanait auparavant d'organisations étrangères (internationales, gouvernementales, etc.), l'on a vu apparaître et se développer divers centres, instituts et agences d'information (non gouvernementaux, notamment) qui donnent une évaluation tant qualitative que quantitative des phénomènes sociaux, souvent distincte des statistiques officielles, et des informations sur la situation des marchés et des agents économiques. La diffusion de l'information statistique destinée aux différents utilisateurs fait ainsi l'objet d'une concurrence : le Goskomstat ne détient plus un monopole absolu en matière d'information économique et sociale.**

8. La diffusion d'informations statistiques repose dans une large mesure sur la présentation à l'utilisateur de **données standard** recueillies et traitées dans le cadre du programme statistique national. Pour procéder à une diffusion commerciale de ces informations, le système statistique doit bénéficier de ressources supplémentaires. Il peut en grande partie prendre en compte les demandes spécifiques de tel ou tel utilisateur.

Il convient de se rappeler que les demandes d'information du Gouvernement ou de la population ne sont pas, pour l'essentiel, de nature commerciale. Le programme national d'activité statistique est financé à l'aide du budget. Les entreprises qui achètent des informations statistiques peuvent invoquer cet argument pour obtenir des données à titre gracieux, vu qu'elles acquittent des impôts et qu'elles remplissent des questionnaires statistiques. Les organes de statistique d'État ont, en l'occurrence, le moyen d'exercer une influence sur les entreprises déclarantes en communiquant des données statistiques à des tarifs avantageux à celles qui sont disposées à collaborer avec eux.

L'idée d'une tarification est plus facilement défendable (sur le plan juridique) dans le cas de demandes d'information formulées en dehors du cadre du programme national par des administrations régionales. En vertu de la Constitution, la statistique officielle relève de la compétence de la Fédération et, conformément au code budgétaire (art. 84), son financement est assuré exclusivement par des ressources provenant du budget fédéral. Il est donc légitime d'exiger que les travaux statistiques supplémentaires (ponctuels ou réguliers) demandés par les autorités compétentes des sujets de la Fédération soient imputés sur les budgets locaux.

9. **Toutes les particularités susmentionnées de la statistique en période de transition concourent à une collaboration d'une qualité nouvelle avec les utilisateurs.** Dans la pratique, la façon de leur communiquer les informations statistiques officielles a par exemple évolué en Russie. Si un nombre très restreint de publications statistiques sur papier leur étaient proposées auparavant, le

Goskomstat diffuse à présent l'information en recourant à divers moyens et à des formes modernes de présentation des données statistiques :

- publications officielles, périodiques ou non, sur papier;
- accès en ligne, ou en différé, aux bases de données électroniques;
- présentation des publications officielles et des bases de données sur disquette et disque compact;
- affichage des informations sur l'Internet;
- échange d'informations entre départements;
- réponses aux questionnaires des organisations internationales;
- instauration d'un échange d'informations avec les services statistiques nationaux et les organisations internationales;
- communication d'informations statistiques en réponse aux demandes ponctuelles des administrations, des milieux d'affaires, des médias et d'autres parties intervenant dans la vie sociale et économique.

L'égalité d'accès aux informations statistiques générales est devenue un principe fondamental dans le domaine de la diffusion des données statistiques.

À l'heure actuelle, le Goskomstat collabore en permanence avec les médias pour informer plus largement la société des évolutions sociales et économiques constatées en Russie. Il a accrédité une soixantaine d'équipes de rédaction de revues et de journaux et d'agences d'information, parmi lesquelles ITAR-TASS, Reuter, d'importantes chaînes de télévision et le *Financial Times*. Les médias accrédités reçoivent gratuitement les publications statistiques. Des conférences de presse sont organisées, des interviews accordées périodiquement, des articles sur des questions d'actualité publiés dans divers journaux et revues et des représentants des médias généralement conviés aux réunions sur les problèmes liés aux statistiques officielles.

Les travaux menés à l'intention des utilisateurs sont axés en priorité sur la diffusion de l'information statistique sur le réseau Internet.

En 1998, le Goskomstat a raccordé au réseau son propre serveur Web. Les informations sont présentées conformément aux documents de la CEE concernant les "principes directeurs pour la diffusion de métadonnées statistiques sur le réseau Internet".

Le site du Goskomstat contient les éléments suivants :

- informations sur la structure et les activités de son système statistique;

- renseignements sur les principaux travaux, publications officielles, produits électroniques et services offerts;
- informations sur les séminaires, réunions et autres événements importants;
- principaux indicateurs statistiques;
- données communiquées aux fins de contacts d'affaires éventuels;
- références à des organisations internationales;
- banque de documents finals "Statistique de la Russie", qui constitue une base de données adaptée au traitement de texte et contient les publications officielles du Goskomstat.

L'accès au site du Goskomstat est accordé gratuitement aux organes fédéraux de l'État et de l'administration, aux organes territoriaux de statistique et aux organisations publiques qui ont le droit de recevoir des informations du Goskomstat; tous les autres utilisateurs y accèdent moyennant paiement. Le Goskomstat diffuse les informations des bases de données statistiques (numériques) sur serveur Web et distribue des disques compacts sur diverses sections des bases en utilisant un micrologiciel correspondant.

10. Les réformes engagées en matière de statistique dans le cadre de la transition ont fait une large place aux besoins d'information des utilisateurs tant locaux qu'étrangers. Des demandes en grande partie inédites ont eu pour effet de transformer le contenu des statistiques sur le plan qualitatif, ce dont témoigne par exemple l'expérience de la réforme de la statistique russe. En un court laps de temps, les services statistiques russes ont dû résoudre une série de questions de principe des plus fondamentales, qu'il s'agisse de mettre en place un système de comptabilité nationale, de participer aux travaux sur les comparaisons internationales du PIB sur la base des parités de pouvoir d'achat des monnaies, d'organiser les statistiques des prix, d'observer le marché du travail et le niveau de vie, d'établir des statistiques du commerce extérieur ou d'entreprendre divers autres travaux statistiques relativement nouveaux. Toutes ces tâches se sont avérées essentielles pour comprendre et, partant, gérer les nouveaux processus sociaux et économiques. Elles ont permis de répondre à certains besoins d'information des utilisateurs des statistiques russes aux niveaux national et international.

10.1 Il est impossible de diriger l'économie sans avoir une idée globale de la situation. De même, l'on ne saurait administrer une économie de marché sans disposer d'un **système de comptabilité nationale**. Au début de la période de transition, les besoins d'information à satisfaire dans ce domaine ont occupé une place relativement importante. Du fait de la mise en train des réformes de marché dans l'économie russe et de l'intégration de celle-ci dans la communauté internationale, il a fallu renoncer à établir les bilans de l'économie nationale et créer un système adéquat d'indicateurs macroéconomiques qui puissent décrire de façon objective et exhaustive les processus économiques se déroulant dans le pays. Le fondement méthodologique de l'élaboration d'un tel système a été la méthode des comptes

nationaux, à savoir la norme du SCN-93. Ces dernières années, une attention particulière a été accordée, dans les statistiques macroéconomiques de la Russie, aux activités ci-après :

- calcul du PIB par la méthode consistant à faire le total des dépenses qui entrent dans les emplois finals;
- établissement des comptes de la production et de la formation de revenu par branche d'activité;
- construction des comptes de base pour les différents secteurs de l'économie (entreprises, y compris les organisations non commerciales, ménages et administration publique);
- établissement de comptes consolidés pour l'ensemble de l'économie;
- calcul des indicateurs du PIB par trimestre pour analyser les variations à court terme de la conjoncture économique;
- établissement de tableaux entrées-sorties dans le cadre du SCN;
- comparaisons internationales des PIB.

Actuellement, l'importance conférée à l'introduction accélérée du SCN-93 en Russie ressort des nouvelles orientations de l'action menée dans le secteur de l'économie, une attention croissante étant accordée à la création de conditions favorables à la croissance économique, ainsi qu'à l'obligation de présenter des données statistiques correspondant aux normes généralement convenues dans les organisations internationales (ONU, FMI, etc.). L'élaboration de la politique économique et la prise de décisions sur la base des données du SCN concernent tous les échelons de l'administration publique. Une attention particulière est accordée au rapport du déficit public au PIB. Le Gouvernement utilise cet indicateur comme repère dans l'établissement du budget de l'État en vue d'évaluer l'efficacité de la politique fiscale.

Les organes du pouvoir exécutif fédéral portent un intérêt considérable non seulement aux indicateurs macroéconomiques du SCN, mais également au système des indicateurs généraux de l'état et des tendances du développement économique des régions. Un autre indicateur revêt depuis peu une importance pratique : il s'agit du produit régional brut qui a été retenu comme base de la méthode de la répartition des transferts entre les régions de la Fédération de Russie aux fins du versement d'une aide financière en leur faveur.

La demande de biens et de services entre entreprises publiques et privées sert à établir les tableaux entrées-sorties, qui décrivent de façon relativement détaillée les dépenses moyennes consacrées par les producteurs à la production et à la commercialisation de biens et de services, les résultats financiers de leur activité, le mode d'utilisation de tel ou tel type de production, ainsi que d'autres relations interindustrielles. La conversion de la statistique russe au SCN s'est heurtée au problème de la comptabilisation de l'économie non déclarée (notamment l'économie souterraine et informelle). Depuis 1995, le Goskomstat de la Russie inclut dans la sphère de la production les résultats du calcul d'indicateurs de l'activité économique qui ne peut être observée par des méthodes statistiques

directes. Il établit cet indicateur sur la base d'informations indirectes, en utilisant la méthode des bilans et les évaluations d'experts. Les ajustements correspondant à l'activité cachée et informelle sont effectués tant pour l'indicateur de production du PIB que pour celui de sa composition en ce qui concerne les recettes et les dépenses. L'ajustement global opéré au titre des divers types d'activité cachée et informelle et des opérations non prises en considération par les méthodes courantes a représenté, dans le compte de la production de 1998, 22 % du volume total du PIB aux prix du marché.

10.2 Dans le contexte d'une hyperinflation et de variations "erratiques" du cours de la monnaie, phénomènes qui accompagnent en général le début d'une période de transition, l'estimation des **parités de pouvoir d'achat** revêt une importance particulière. Sans cela, l'analyse macroéconomique - qui repose en grande partie sur des comparaisons internationales - est impossible. Il s'est également avéré indispensable d'estimer ces données dès le début de la période de transition à l'intention des utilisateurs.

La Fédération de Russie participe depuis 1993 au Programme des comparaisons internationales. En 1996, elle a pris part de façon constructive aux travaux de trois groupes régionaux (pays d'Europe centrale et orientale, pays de la CEI et, à titre d'essai, OCDE-Eurostat) chargés de procéder à des comparaisons. Depuis le début de 1999, elle participe à titre permanent aux travaux de comparaison de l'OCDE-Eurostat. En 1998, conformément à une décision du Conseil des chefs des services de statistique des pays de la CEI, le Goskomstat de la Russie s'est vu confier la tâche consistant à coordonner les travaux de comparaison entre les pays de la CEI pour les données de l'an 2000. Actuellement, il exécute ainsi non seulement toutes sortes de tâches exigées des pays participants pour fournir les informations requises aux fins de comparaisons internationales dans le cadre de deux groupes régionaux, mais il assume également en qualité de coordonnateur la responsabilité des aspects logistiques et pratiques des travaux de comparaison menés dans les pays de la CEI. Dans la Fédération de Russie, les informations relatives aux comparaisons internationales sont communiquées à un large éventail d'utilisateurs.

10.3 D'importantes modifications ont été apportées aux statistiques des prix. Avant les réformes, la conduite de l'économie supposait l'utilisation de prix planifiés, qui étaient révisés à l'échelon central en fonction de tel ou tel barème des prix. Les estimations des indices des prix pour l'ensemble de l'industrie et par branche d'activité étaient fondées sur des documents normatifs (arrêtés du Gouvernement concernant la révision des prix).

Actuellement, les prix étant librement établis par les acteurs du marché, il est indispensable de disposer d'informations fiables sur l'état de la conjoncture, qui sont elles-mêmes largement tributaires de la fourniture de renseignements statistiques sur le niveau et l'évolution des prix dans tous les secteurs de l'économie.

Depuis quelques années, la statistique russe s'attache à construire un système logique d'indicateurs qui puissent rendre compte tant du niveau des prix (tarifs) que de leurs variations. Un tel système permet d'analyser de façon détaillée les processus de formation des prix non seulement dans une branche ou un secteur donné, mais également dans l'ensemble de l'économie, en s'appuyant sur des principes méthodologiques uniformes correspondant aux pratiques mondiales et en s'inspirant de l'expérience

internationale relative à l'observation de ces processus, compte tenu des particularités d'une économie en transition.

10.4 Un système presque entièrement nouveau de statistiques de l'emploi a été mis en place dans les années 90 en Russie : il repose sur l'application des normes internationales en vigueur dans ce domaine en tenant compte de la situation effective constatée dans le pays.

Les profondes transformations survenues dans l'économie et sur le marché russe du travail (développement du secteur privé et de nouvelles formes d'activité, multiplication des entités économiques) et les difficultés rencontrées dans l'application des méthodes de collecte des données ont fait ressortir la nécessité de modifier les priorités en matière d'organisation de la statistique et d'adopter des conceptions, des définitions et des méthodes nouvelles de collecte des informations.

À la suite de l'adoption de la loi sur l'emploi de la population qui a posé les fondements juridiques et économiques des garanties accordées par l'État dans le domaine de la protection contre le chômage, des travaux ont été entrepris pour revoir l'ensemble des indicateurs de l'emploi, les concepts et définitions et les méthodes de collecte des données pour les rapprocher des normes internationales.

L'étude des problèmes de l'emploi dans la population ou l'enquête sur les forces de travail, comme elle est désignée dans la pratique internationale, est une importante source d'informations sur les activités économiques de la population, l'ampleur et la structure du chômage et la composition qualitative de la population active.

Dans un contexte marqué par une diminution du chômage déclaré (dont l'importance est en grande partie fonction des possibilités financières du Fonds d'État pour l'emploi de la population), l'enquête sur les forces de travail réalisée par le Goskomstat de la Russie est la seule source permettant d'obtenir des informations objectives sur l'évolution du marché du travail et les dimensions réelles du chômage en Russie.

Depuis 1999, les problèmes d'emploi dans la population font l'objet d'une enquête trimestrielle.

En 2000, le traitement des résultats de cette enquête permettra d'obtenir chaque trimestre des données ventilées par entité administrative ("sujet") de la Fédération de Russie concernant la composition de la population active et le nombre total de chômeurs, selon la définition de l'OIT.

10.5 Ces dernières années, des travaux ont été menés à bien afin d'améliorer le **système d'indicateurs du niveau de vie**, notamment la différenciation de la population en fonction du revenu nominal moyen par habitant, la valeur du minimum vital et le niveau de pauvreté.

Des indicateurs du revenu brut et de la consommation privée des ménages permettant de procéder à une analyse plus approfondie des différences sociales ont été élaborés conformément aux normes internationales et introduits dans le système des indicateurs généraux du niveau de vie (selon les résultats de l'enquête budgétaire). Ces indicateurs, établis en ajoutant aux revenus nominaux la valeur estimative des revenus en nature, permettent d'évaluer de façon plus précise – au regard des normes internationales – la situation matérielle des ménages et revêtent une importance

pratique dans l'optique de la planification de l'aide sociale à fournir à la population aux niveaux fédéral et régional.

Les travaux ayant pour objet de constituer un système d'indicateurs de la qualité de la vie se poursuivent en vue de rendre compte objectivement de l'ensemble des conditions de vie des différents groupes et couches de la population. Sur la base de vastes enquêtes réalisées auprès de la population, le Goskomstat a entrepris d'établir un indice des attentes des consommateurs, considéré comme un instrument de prévision du développement économique et reflétant les comportements de la majeure partie de la population pour l'ensemble de la Russie et les différentes régions.

L'organisation de l'enquête nationale sur le bien-être des ménages et leur participation aux programmes sociaux est d'une importance particulière pour l'amélioration des statistiques du niveau de vie de la population. Ses résultats permettront de déterminer l'efficacité des programmes nationaux et régionaux de protection sociale en fonction de leurs incidences directes sur les bénéficiaires et de suivre l'évolution du niveau de pauvreté.

10.6 Avant les réformes, les **statistiques du commerce extérieur** reposaient – vu le monopole exercé par l'État dans ce secteur – sur l'observation statistique continue des entreprises et des organisations. Le commerce extérieur ayant été progressivement libéralisé, la collecte de données à l'aide d'enquêtes auprès des acteurs du marché s'est heurtée à des difficultés considérables, compte tenu de la multiplicité des intervenants à prendre en considération.

En même temps, dans le cadre des transformations systémiques opérées en Russie, il a été décidé de réformer le service des douanes et d'organiser les statistiques douanières, qui ont représenté à compter de 1994 la principale source d'information sur les exportations et les importations de marchandises.

10.7 Compte tenu des travaux visant à améliorer l'activité statistique pour l'aligner sur les normes internationales, condition *sine qua non* de l'intégration dans le système économique mondial, la Russie est en passe de satisfaire aux obligations inhérentes à l'adhésion à la **Norme spéciale de diffusion des données** (NSDD) élaborée par le FMI.

L'adhésion à cette norme témoignera de l'aboutissement du processus consistant à introduire les méthodes couramment employées au niveau mondial pour établir les principaux indicateurs économiques, ainsi que de la volonté de respecter un programme de publications statistiques, qu'il s'agisse de l'exhaustivité, de la périodicité, des délais ou de la présentation des informations.

11. Nombreux sont les **problèmes** à résoudre pour pouvoir utiliser efficacement l'information statistique au cours d'une période de transition. Quelques-uns de ces problèmes, parmi les plus aigus, sont énumérés ci-après.

11.1 Pour les statisticiens, **la formation de l'utilisateur - autrement dit la nécessité de l'instruire et de l'éduquer** - est une entreprise de longue haleine. En période de transition, cette tâche s'avère particulièrement cruciale. D'importants efforts sont à déployer pour que les agents de l'administration publique - notamment ceux des échelons intermédiaires qui regroupent le plus grand nombre de

personnes - parviennent à comprendre ce que la statistique représente dans une économie de marché, quels nouveaux systèmes d'indicateurs elle doit englober et comment les utiliser. Il est tout à fait légitime que des personnes qui ont travaillé toute leur vie dans le cadre d'une planification centralisée ne soient pas prêtes d'emblée à assimiler un nouveau système. Dans la quasi-totalité des pays à économie en transition, les statisticiens ont devancé bon nombre des utilisateurs. En prenant en considération les processus et les phénomènes inédits de la période de transition à l'aide de méthodes et d'indicateurs nouveaux, ils ont dû en outre accomplir un travail colossal d'explication. L'aide accordée par les organisations internationales (Banque mondiale, FMI, ONU, OCDE, etc.) est à cet égard des plus appréciables.

11.2 L'utilisation des **sources administratives**, qui servent dans tous les pays à établir des statistiques, présente certaines particularités en période de transition. Dans une économie centralisée et planifiée, l'essentiel de la notification statistique se résumait en fait à l'organisation administrative de la collecte de données. Pour des raisons historiques, les sources administratives continuent d'occuper une place importante dans la statistique de la période de transition tant par rapport aux autres sources d'information que par le poids qui leur est attribué dans la conscience collective. La question de l'amélioration des sources administratives de données revêt à cet égard une importance particulière. La difficulté essentielle réside dans le fait que ces sources ne relèvent pas du service de statistique, mais sont du ressort de divers organes de l'administration publique. Il est extrêmement difficile aux statisticiens d'obtenir les modifications nécessaires. En Russie, par exemple, les travaux engagés par le Ministère des finances en vue d'introduire des normes comptables internationales sont loin d'être achevés, ce qui entrave les efforts ayant pour objet d'élargir le système de comptabilité nationale. De nombreuses questions restent également en suspens en matière de statistiques fiscales, que le Ministère établit sur la base des impôts et des taxes et qui doivent également constituer une importante source d'information pour la production de données statistiques.

Le travail d'"éducation" à accomplir à l'égard des sources administratives reste pour les statisticiens une des tâches les plus importantes et les plus ardues de la période de transition.

11.3 Enfin, les **ajustements comptables** représentent un problème spécifique considérable. Celui-ci se pose certes dans tous les pays, mais il occupe néanmoins, pour des raisons objectives, une place particulière dans la statistique de la période de transition. Bon nombre de phénomènes économiques et sociaux nouveaux ne peuvent être immédiatement pris en compte dans les statistiques et sont évalués sur la base d'estimations indirectes. D'où une question de stratégie : dans quelle mesure, compte tenu des ressources disponibles, faut-il s'efforcer de réorganiser nécessairement le système de collecte de l'information - et en faveur de quel modèle - et peut-on se fonder sur le développement d'une méthodologie des ajustements comptables indirects ? Les solutions concrètes à trouver sont à l'évidence tributaires de multiples facteurs : cependant il semble utile d'apporter une réponse conceptuelle générale à cette question en tenant compte de l'expérience des statisticiens des divers pays en transition.
